

La bande des Quatre et l'insécurité environnementale

Ben Cramer*

« Ils ont partagé le monde, plus rien ne m'étonne »
Tiken Jah Fakoly

La surexploitation des ressources via l'extractivisme déchaîne à l'échelle planétaire de nouveaux conflits dont le degré d'intensité va s'amplifier en fonction d'autres facteurs, dont la crise climatique qu'elle accélère, la marginalisation qu'elle induit, et avec en toile de fond la militarisation.

LES PRIORITÉS POUR RENDRE CE MONDE MOINS INVIVABLE sont un casse-tête. Une casse-tête pour nous tous en tant qu'observateurs de la dégradation du climat social, observateurs et acteurs du dérèglement géopolitique international. Notre regard d'intellectuels engagés nous éloigne de certaines réalités, même si nous aspirons à être des chercheurs de vérité. Ce qui explique pourquoi nous nous sommes trompés dans nos diagnostics passés ; et pourquoi nous avons zappé certaines mises en garde. Quand le président J. Chirac s'écrie à Johannesburg en 2002 : « *Notre maison brûle et nous regardons ailleurs* », rares sont ceux qui ont compris (pas même l'auteur de la formule) que la maison brûle car elle est à feu et à sang ; que la planète subit les flammes du réchauffement climatique et le sang de la militarisation. Dans les pages qui suivent, je vais m'attarder sur les prédateurs, pilleurs, pyromanes et psychopathes qui font cause commune pour faire trembler le monde. En insistant sur la bataille pour l'accès aux ressources, on s'aperçoit d'une part que le dérèglement climatique l'amplifie. D'autre part, la conjonction et synchronisation des deux phénomènes renforce le décalage entre les « *have* » et les « *have not* », que ce soit dans le domaine de la consommation courante

ou des capacités militaires, et confirme (s'il en était besoin) que nous ne sommes pas égaux face à la guerre, face à la paix.

* Ben Cramer est chercheur associé du GRIP et enseigne la géopolitique du développement durable. Il anime le site athena21.
<http://www.athena21.org>

Le boom de l'extractivisme

Nous assistons à une nouvelle phase « *d'accumulation par dépossession* » du capital minier, pour reprendre les termes du géographe David Harvey. L'humanité consomme environ 50 % de ressources naturelles en plus qu'il y a trente ans. Il s'agit donc d'un véritable boom de la surexploitation des ressources. Ce boom est basé sur la marchandisation, la prédation et la destruction de tous les environnements. Le phénomène perpétue la domination des grands pôles économiques de la planète sur leurs périphéries. Nos économies s'abreuvent de conflictualités, et nul n'a besoin d'être familiarisé avec la polémologie pour en faire le constat. Cette propension à en découdre via des « *guerres des ressources* » (Michael Klare), des guerres de l'extractivisme, s'explique. Pour accélérer le processus de pillage, certains laissent entendre que les dates d'épuisement des stocks se rapprochent, dont 2020 pour le zinc, 2025 pour le plomb, 2035 pour le cuivre, 2040 pour le nickel, même si ces statistiques alarmantes risquent de s'avérer aussi farfelues que le « *peak oil* ».

Des rivaux en ordre de bataille

Ces « *guerres de l'extractivisme* » se concentrent sur le continent africain. L'Occident compte sur lui pour se « *refaire une santé* » en pariant que ses ressources minérales et énergétiques vont relancer la machine économique et assurer la « *troisième révolution industrielle* ». Il suffira d'y mettre le paquet d'ici 2040 afin de préserver notre *standing*. Le continent est certes dans un état précaire mais c'est un eldorado : il recèle 30 % de la bauxite, 60 % du manganèse, 75 % des phosphates, 85 % du platine, 80 % du chrome, 60 % du cobalt, 30 % du titane, etc.

Une compétition farouche pour s'accaparer le butin se précise avec à la fois l'arrivée de nouveaux acteurs, et les exigences insatiables du complexe militaro-industriel. Les grandes foires d'empoigne pour l'accès aux ressources ne font donc que commencer. Les nouveaux-venus sur ce « *ring* » s'affranchissent des « *chasses gardées* » d'antan. Ceux qui ont des prétentions impériales vont devoir jouer des coudes. La Russie pratique (aussi) une « *diplomatie des matières premières* » pour revenir sur le devant de la scène internationale. Après l'humiliation qu'elle a subie à la fin du XX^e siècle, elle fait tout pour s'affirmer. L'Inde se prépare à son tour avec ou sans « *Chindiafrique* ». Dans cette course effrénée aux matières premières, les États-Unis ne veulent pas se laisser distancer. Les stratégies de l'administration américaine ont même élaboré une doctrine en ce sens qui rappelle que le contrôle des zones riches en ressources s'impose pour empêcher l'émergence d'un « *rival géopolitique* ». C'est la doctrine Wolfowitz, du nom de ce néocon qui a théorisé autour de la nécessité de contrer l'émergence de tout compétiteur potentiel à l'hégémonie

U.S., notamment les « nations industrielles avancées » telles que l'Allemagne, le Japon, et... l'Union européenne (sic). Mais au-delà des doctrines et de leur affichage, les Européens comme les États-Unis s'inquiètent des visées de cette Chine post-maoïste qui lorgne sur les richesses africaines depuis les années 2000 et qui est devenue le premier partenaire commercial du continent. C'est le seul adversaire capable à terme de contester la domination culturelle, économique et militaire de l'Occident. Avec 6 000 hommes déployés dans 53 pays, l'Amérique se prépare à la confrontation.

Le hub de Djibouti

Pour bien comprendre cette évolution, il suffit d'observer attentivement ce qui se trame du côté de Djibouti. C'est là qu'on réalise que le néo-colonialisme n'est pas une spécificité française ou francophone^{1/}. C'est là que se concentrent les nouveaux candidats à la conquête de l'Afrique. La base de Djibouti, ce n'est plus le Camp Lemonnier au service de la France. La base abrite désormais les Français, les Étatsuniens, tout comme des effectifs japonais, et depuis l'an dernier 2 000 Chinois. Tandis que les dirigeants locaux facturent à prix fort cette occupation provisoire (location sur dix ans), tous ces locataires, les nouveaux comme les anciens^{2/}, se plient aux conditions du propriétaire. Normal : Djibouti leur sert de tremplin. Bref, comme dirait la sociologue politique Christine von Garnier, « tous les pions sont en place pour la conquête complète du continent africain ».

La valorisation de l'outil militaire

Qui dit conquête dit implicitement recours aux armes. Et les conditions sont aujourd'hui réunies pour que ce recours soit plébiscité, surtout si c'est pour des « bonnes causes », hier les ingérences humanitaires, demain l'ingérence environnementale. Qu'on s'en réjouisse ou qu'on le déplore, le secteur militaire a le vent en poupe. En France, en tout cas. Les industriels ne s'accommodent pas d'une augmentation des dépenses militaires, ils bénissent le secteur de la défense, ce pôle d'excellence, pour la simple raison que celui-ci représente un atout pour l'économie, pour ne pas dire l'un des rares atouts en notre possession. D'autre part, les Français, signe des temps, estiment à une large majorité que la situation sécuritaire actuelle (avec ou sans attentats, avec ou sans le dispositif Sentinelle) rend nécessaire un effort budgétaire.

^{1/} Dans l'idée de repolitiser le Forum Social Mondial, il serait bienvenu de créer une semaine anti-coloniale à l'échelle mondiale comme le propose le texte collectif publié par *L'Humanité* du 18 avril 2018.

^{2/} Une belle leçon que la majorité des États européens membres de l'OTAN feraient bien de méditer, eux qui n'ont pas su monnayer la présence de bases US sur le sol du Vieux Continent depuis 1945.

Avec un bémol : selon un sondage YouGov pour l'ONG SumOfUs effectué en ligne, du 20 au 21 mars 2018, 88 % des Français estiment que leur pays doit « arrêter les exportations d'armes aux pays qui risquent de les utiliser contre des populations civiles ».

Cette atmosphère est donc propice au développement du complexe militaro-industriel. Or, ce complexe, quelle que soit la volonté de puissance des dirigeants, a impérativement besoin de l'accès et de l'exploitation de certaines ressources (ou minerais stratégiques), celles-là mêmes qui vont mettre en valeur le potentiel de destruction d'un secteur qui n'a de comptes à rendre à personne. Le complexe militaro-industriel est un grand consommateur de minerais. Selon la National Mining Association, le groupement des industries minières, 750 000 tonnes de minerais sont destinées chaque année au Département américain de la Défense. Cela nous donne quelques indices, quelques ordres de grandeur. Nous serions ravis d'en savoir davantage, mais aux États-Unis comme en France, les volumes exacts des différents minerais consommés par ce secteur ne sont pas à la portée du commun des mortels. Pas plus d'ailleurs que la quantité de terres rares que réclament les industriels des secteurs de l'aéronautique (EADS, Dassault), du spatial (Astrium), de la défense (Safran, MBDA, etc.), ce que le Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM) se gardera bien de divulguer. Si les prédateurs en uniforme kaki se font plutôt discrets, les convoitises pour le pétrole ou l'uranium (*cf. infra*) sont là pour démontrer que les exigences militaires ne sont guère éloignées des considérations géologiques.

Mourir pour le pétrole

Renforcer le militaire, c'est aussi se concentrer sur les hydrocarbures. Il n'est donc guère étonnant que les combats pour s'approprier ou contrôler les hydrocarbures ont jalonné le siècle passé. Cela fait partie de l'histoire du pillage, du grand pillage^{3/}. Des armadas se sont mobilisées pour s'emparer de l'or noir, ici et là, de l'Angola aux Malouines en passant par le Nigéria pour provoquer des centaines de milliers de victimes (du Biafra, d'Irak, du Kurdistan, du Tchad, Timor-Est) qui ne sont pas encore considérées comme crimes géopolitiques. Des coups d'État ont été fomentés contre ceux qui avaient l'intention de nationaliser leur bien comme Mossadegh dans l'Iran de 1953. Ces batailles, que d'aucuns ont cautionnées sous prétexte qu'elles nous auraient permis des avancées technologiques majeures, ont du moins leur logique : le complexe militaro-industriel en dépend autant que le toxicomane de sa cocaïne. Aucune opération militaire avec sa logistique ne peut se passer du « nerf de la guerre » qu'est le ravitaillement en carburant^{4/}. Ceci explique pourquoi la

^{3/} Allusion au titre du dernier rapport de 2015 du Club de Rome.

^{4/} À en croire les chiffres du Pentagone, chaque soldat requiert 3 500 litres par jour pour être opérationnel.

Grande Muette (en France) cajole son Service des Essences des Armées (SEA). Et puisque notre niveau de vie « *n'est pas monnayable* », comme le rappelait avec arrogance la Maison Blanche^{5/}, les infrastructures sont agencées et sécurisées pour que les consommateurs (que nous sommes) en profitent. Cela fait partie des missions que s'attribue l'OTAN. En tant qu'agence qui affirme haut et fort se dévouer à la « *défense globale* », elle a mis en place dès 2010 une nouvelle division « *Défis de sécurité émergents* » (ESCD). Parmi les missions que celle-ci se donne figure « *la sécurité des approvisionnements énergétiques* », à quoi se rajoute désormais la surveillance de la situation maritime (*Maritime situational awareness*).

La quête de l'uranium

*Si tu me laisses l'uranium,
Moi je te laisse l'aluminium
Si tu me laisses tes gisements
Moi je t'aide à chasser les Talibans
Si tu me donnes beaucoup de blé,
Moi je fais la guerre à tes côtés
Si tu me laisses extraire ton or,
Moi je t'aide à mettre le Général dehors...
Ils ont partagé le monde
Plus rien ne m'étonne*

Tiken Jah Faly

Si l'Occident a transformé une grande partie de la planète en poudrière, si le pétrole a servi les lubies, caprices ou obsessions des états-majors, la découverte en 1915 par le géologue britannique Robert Sharp d'une mine d'uranium du côté de Shinkolobwe a décidément transformé la nature de la contribution du continent africain : elle a joué un rôle clef en contribuant au baptême du feu nucléaire. Elle a amorcé le décollage de la révolution nucléaire. Dans les années 1930, les mines d'uranium du Katanga furent les plus importantes et les plus riches au monde. Ce qui devait arriver arriva. Dès 1942, des tonnes d'uranium sont acheminées à partir de Shinkolobwe, près de Likasi (Jadotville du temps de la colonisation belge) via l'Union Minière du Haut Katanga (UMHK). Objectif : développer et faire aboutir le Projet Manhattan

^{5/} « Une forte consommation d'énergie fait partie de notre mode de vie, et le mode de vie américain, c'est sacré », déclara Ari Fleischer, porte-parole de la Maison-Blanche de passage en Europe peu après l'élection de George W. Bush en 2002.

^{6/} Le récit de cette aventure se trouve dans "België en zijn buitenlandse politiek, 1830-2000" écrit par Rik Coolsaet, qui fut alors chef de cabinet adjoint au ministère belge de la Défense.

qui s'est soldé par les cendres et la terreur sur Hiroshima et Nagasaki^{6/}. Par l'intermédiaire du Congo (belge), l'uranium a aussi contribué à l'avènement de la force de frappe. En effet, 8 tonnes d'uranium ont été acheminées vers la France entre juin 1939 et avril 1940. Pour échapper aux nazis, elles ont été entreposées et dissimulées au Maroc durant toute l'Occupation. À la Libération, elles furent mises à la disposition du CEA pour alimenter la pile expérimentale de Zoé.

Les retombées de Shinkolobwe

Cette quête d'uranium ne s'est pas arrêtée en 1945. La Guerre froide a servi d'accélérateur. Le Congo (RDC), le Gabon, la Centrafrique, le Niger, l'Afrique du Sud et la Namibie ont été contraints de participer à ce commerce et à nous fournir chaque année 20 à 50 % de l'uranium requis. Les élites africaines ont donc malgré elles contribué à fournir à l'Occident les moyens de les dominer durablement en leur offrant la plus risquée des armes de destruction massive (ADM) : la bombe... Un risque qui s'est avéré d'autant plus grave qu'elle a failli exploser sur leur territoire... Les Occidentaux ayant toléré que les partisans de l'apartheid en Afrique du Sud s'en emparent.

Cet exercice mortifère s'est poursuivi avec l'uranium du Niger à destination de l'Irak ou/et celui du Zimbabwe à destination des maîtres du régime de



AFP

La région d'Agadez, dans le nord du Niger, une mine d'uranium exploitée presque exclusivement depuis plus de 30 ans par la compagnie française COGEMA devenue AREVA.

Pyongyang. Le statut de zone exempte d'arme nucléaire qui honore l'Afrique depuis le Traité de Pelindaba ne modifie en rien les menaces relatives à la prolifération, une prolifération qui a de beaux jours devant elle à partir du moment où certains États se sont arrogé le droit de détenir un système d'armes qui leur permet de l'interdire aux autres...

Les piliers de la Françafrique

Avec ou sans uranium, les conquêtes coloniales ont donné des ailes à la puissance de tutelle. Et de l'ambition. La découverte de l'or noir en Algérie devait, aux dires du général De Gaulle, « *changer notre destin* ». Des prédictions similaires ont été faites au Gabon après la découverte en 1956 par le Commissariat à l'Énergie Atomique (CEA) du gisement d'uranium du village de Mounana ; ou encore la Nouvelle-Calédonie avec le nickel découvert en 1864 ; ou encore le gisement de cobalt de Goro. On aurait pu croire que les indépendances accordées (de gré ou de force) aux alentours de 1960 modifient la donne et les rapports de force. Mais c'est à ce moment-là que la classe dominante en France se surpasse en ruses et stratagèmes. Son unique souci : prolonger sa mainmise sur le sous-sol de ses ex-colonies. La Françafrique s'échafaude en coulisses. En 1961, la France élabore les codes d'un pacte néocolonial dans le cadre de huit accords de défense. Parmi les clauses secrètes : la protection des régimes signataires y compris contre des menaces intérieures (mobilisations populaires contre une dictature), en échange d'un droit « *d'approvisionnement préférentiel* » pour la France concernant les



Jacques Foccart, de 1960 à 1974, le « Monsieur Afrique » des présidents français tira toutes les ficelles de la Françafrique.

matières « stratégiques ». Selon l'Annexe II de l'accord de Défense signé entre les gouvernements de la République française, de la République de Côte d'Ivoire, de la République de Dahomey et de la République du Niger, le 24 avril 1961, « *la France a la priorité dans l'acquisition de ces matières premières classées comme stratégiques* ». En effet, selon l'article 2 de l'accord, la République française informe régulièrement la Côte d'Ivoire (et les deux autres) de la politique qu'elle compte adopter concernant les matières premières et les produits, « *en tenant compte des besoins généraux de la défense, (c'est moi qui souligne), de l'évolution des ressources et la situation du marché mondial* ».

Coltan, tantale, cobalt, minerais de sang

Puisqu'il est question ci-dessus des « *besoins généraux de la défense* », il est utile de rappeler au lecteur que ces « *besoins* » ne se limitent pas au pétrole et à l'uranium et de rappeler par la même occasion qu'au vu de l'internationalisation des enjeux, les prédateurs français n'ont pas le monopole des exactions.

Le cobalt, par exemple, attire les adeptes du complexe militaro-industriel car il s'utilise pour le système de guidage des missiles, les réacteurs, les turbines des avions et navires militaires. Plus de 60 % du cobalt produit au niveau mondial provient de la région minière congolaise du Katanga. Mais ce n'est pas le cobalt qui a rendu les lieux célèbres, c'est le coltan. Ce minerai sert à la fabrication du tantale^{7/} et le nombre de morts qui s'y rattachent peut être imputé à son extraction. Comme l'expose Fabien Lebrun dans un article récent de Contretemps.eu de novembre 2017^{8/}, les horreurs que vit la RDC (y compris les entreprises de déstabilisation) nous ramènent à la fascination pour ce minerai, « *moteur du capitalisme contemporain* ». Indispensable à l'industrie numérique et à l'ensemble du secteur high tech, le coltan est (aussi) incontournable pour l'industrie internationale de l'armement. Le tantale (issu du coltan) est recommandé pour fabriquer des condensateurs, former des alliages dans l'aéronautique, particulièrement pour la fabrication de réacteurs d'avions de combat. Il est aussi présent dans certains obus, en raison de son haut « *coefficient de perforation* », comme on dit dans le jargon.

Avec les minerais de sang comme le coltan, on voit bien qu'il s'agit d'une façon ou d'une autre de faire « *carburer* » le complexe de l'armement, toujours en quête de débouchés. Hors d'Afrique, les pyromanes ont usé des mêmes procédés. L'Afghanistan est un cas d'école : 142 000 soldats de la Force

^{7/} Même si le Rwanda est devenu entre 2013 et 2014 le premier exportateur mondial.
^{8/} <http://www.contretemps.eu/congo-rdc-genocide-industrie-numerique/>

internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) s'y sont aventurés pour mater des talibans et autres terroristes. En donnant l'illusion qu'une solution militaire était possible. Mais derrière les intentions plus ou moins louables des stratèges de la pacification des Ouzbek ou Pachtoun se cachaient d'autres desseins. Dès 2005, le Pentagone a mobilisé ses géologues, ses moyens aériens pour effectuer des relevés, et dépensé des millions de dollars pour sonder les réserves de lithium du pays, lesquelles seraient comparables à celles de la Bolivie. Comme quoi certains buts de guerre peuvent en cacher bien d'autres.

Les conflits de plus en plus verts^{9/}

À travers ces coups de projecteur sur le pétrole et autres minerais stratégiques, apparaît une connivence, voire une complicité entre ces entreprises minières et les armées. Entre ceux qui infligent un mauvais traitement à la Terre, et ceux qui, au cours des 50 dernières années, ont été les champions de la déforestation à grande échelle (du Vietnam au Laos jusqu'à l'Afghanistan), de la pollution des sols *via* le minage, bref, de la destruction à tous les étages, comme cela se pratique dans la plupart des théâtres d'opérations contemporains.

Sur les 19 guerres recensées en 2017, les conflits pour les ressources se positionnent au deuxième rang, juste après les conflits étiquetés d'idéologiques. C'est ce que croit savoir l'Institut de recherche sur les conflits de Heidelberg. Il réalise chaque année (depuis 1991) un baromètre des conflits et affrontements dans le monde. On peut contester cette classification qui ne tient pas compte de toute la complexité des facteurs de guerres, mais si l'on en croit les estimations faites par le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE), plus de 40 % des conflits internes au cours des 60 dernières années sont liés (de très près ou de loin) à l'exploitation des ressources naturelles (*cf.* tableau), que ce soit l'eau, le bois de construction, le pétrole, les diamants, ou l'or. Le nombre total varie d'un centre à l'autre. L'Observatoire des conflits miniers en Amérique latine (OCMAL) a recensé plus de 120 « *conflits en cours* » sur l'ensemble de cette région. Le nombre varie aussi en fonction des époques : il y a dix ans, les États producteurs de pétrole étaient le théâtre d'un tiers des guerres civiles, de faible ou de forte intensité, contre seulement un cinquième en 1992.



^{9/} En référence à l'ouvrage *Les conflits verts* que l'institut bruxellois GRIP a sorti en 1992 et qui

mériterait d'être mis à jour 26 ans plus tard.

Tableau 1 : Guerres civiles récentes et troubles internes alimentés par des ressources naturelles (PNUE) – sélection de cas africains

PAYS	DURÉE	RESSOURCES
Angola	1975-2002	Pétrole, diamants
République Démocratique du Congo	1996-1998, 1998-2003, 2003-2008	Cuivre, coltan, diamants, or, cobalt, bois, étain
République du Congo	1997	Pétrole
Côte d'Ivoire	2002-2007	Diamants, cacao, coton
Libéria	1989-2003	Bois, diamants, fer, huile de palme, cacao, café, caoutchouc, or
Sénégal - Casamance	1982	Bois, noix de cajou
Sierra Leone	1991-2000	Diamants, cacao, café
Somalie	1991	Poissons, charbon de bois
Soudan	1983-2005	Pétrole

Source : United Nations Environment Programme (UNEP), From Conflict to Peacebuilding. The Role of Natural Resources and the Environment. Nairobi, UNEP, 2009, p.11.

Le tableau ne restitue pas suffisamment le caractère gravissime de ces données. Tâchons donc d'être plus précis : les États qui disposent des matières premières, des minerais stratégiques, des pierres précieuses (diamants) ou d'autres ressources « *pillables* » tels le bois, le cuivre, risquent 4 fois plus de faire les frais d'un conflit armé qu'un État qui en est dépourvu (estimations de la Banque Mondiale). Pire encore : les conflits armés qui risquent le plus de se reproduire sont ceux, précisément, qui impliquent des ressources naturelles. Et ce risque se situe dans les 5 années qui suivent un accord de paix (s'il y a accord).

Les États en faillite

Les guerres civiles à répétition et les obstacles à des transitions pacifiques dont il est question ici nous renvoient à d'autres tragédies. Il ne s'agit pas seulement des victimes que sont les militants qui se battent sur les fronts tel le braconnage, les barrages, la déforestation^{10/}. Ou les journalistes qui dénoncent cette criminalisation et/ou

^{10/} Un militant assassiné toutes les 48 heures selon l'ONG Global Witness et *The Guardian* ; un chiffre qui est probablement en-deça de la réalité.

les « *seigneurs de guerre* » et traquent les narco-trafiquants qui marquent les

conflits de leur empreinte et prolifèrent à coups de rançons et pillages. Il s'agit de minorités entières qui subissent non seulement la marginalisation socio-économique mais la triple peine, d'exploités, écartés et/ou anéantis.

En raison de leurs trésors miniers, et de la gestion par ceux qui en ont la charge, une certaine déliquescence menace nombre d'États. Comme Nauru qui a connu une *success story* avec le phosphate, ou encore le Zimbabwe qui détient des minerais de chrome (qui aiguissent l'intérêt du secteur militaire). Certains États fragiles, fragilisés, se disloquent. Les institutions internationales les considèrent comme des « États préoccupants », mais ils ne nous préoccupent que parce que l'insécurité qu'ils subissent est une bombe à retardement. Ils deviennent ingérables. Parmi la cinquantaine d'États en faillite^{11/}, certains ont acquis le statut peu enviable de « *Collapsing States* » à la suite d'interventions étrangères qu'on baptise pudiquement d'ingérences humanitaires, dont Haïti, le Kosovo, l'Afghanistan (qui a perdu la majorité de ses forêts en l'espace de trois décennies de conflit armé), le Yémen... Cela concerne aujourd'hui plus de 1,5 milliard d'êtres humains et on peut se demander avec Lester Brown combien de défaillances d'États pouvons-nous supporter avant de sombrer nous-mêmes dans le chaos^{12/}.

Ils se disloquent sous la marée des réfugiés issus des régions écologiquement ou socialement sinistrées et peu importe le label qu'on leur colle de réfugiés économiques, politiques ou climatiques. Parlons chiffres : sur le sol africain, entre janvier et fin juin (2017), plus de 2,7 millions de personnes ont été déplacées essentiellement en raison des conflits (intérieurs), c'est-à-dire 15 000 Africains chaque jour^{13/}. Et si l'on prend comme référence le premier semestre de 2017, les conflits seraient responsables de 75 % des nouveaux déplacements.

Au nom de l'anti-terrorisme

Ces États se disloquent aussi parce qu'ils représentent un terrain fertile pour les acteurs qui surfent sur la révolte des déshérités et se spécialisent dans le terrorisme. Les protecteurs attirés exploitent ce chaos pour mettre l'Afrique sous tutelle sécuritaire. C'est au nom de la « *lutte anti-terroriste* » que les États-Unis

^{11/} Une trentaine selon la Banque Mondiale, 46 selon l'Agence de développement international du gouvernement britannique (l'équivalent british de l'AFD).
^{12/} Cf. Lester Brown, *World on the Edge : how to prevent Environment and Economic Collapse*, Earth

Policy Institute, 2011.

^{13/} Selon un rapport de l'Observatoire des situations de déplacement interne (Internal Displacement Monitoring Centre, IDMC), qui dépend du Conseil norvégien pour les réfugiés (NRC).

manifestent leur présence : en 2018, les forces terrestres US ont prévu d concentrer 80 % de leurs activités autour du bassin du lac Tchad (Tchad Nigeria, Cameroun et Niger, à la frontière du Mali). Pourquoi ? Parce que la zone est considérée comme un laboratoire de la lutte antiterroriste. Si l'on fait abstraction de Djibouti, l'Amérique dispose désormais d'une dizaine voire une trentaine de *lily pads*, ou « *feuilles de nénuphar* ». Ces « *avant-zones de transit* » et escales maritimes sont dédiées au transport de matériel pour les forces terrestres. C'est à partir de ces *lily pads* que les rangs des opérations spéciales (avec ou sans alliés européens de l'OTAN) vont se mouvoir, sillonner menacer, intercepter, sévir.

Le facteur climat

Nul ne peut ignorer l'impact des diverses formes de terrorisme : cela crée des « *appels d'air* » à la militarisation, comme nous venons de le voir. Mais en va de même pour le dérèglement climatique. Les guerres civiles qu'encaissent les populations impliquées sont attribuées, du moins partiellement, au dérèglement climatique^{14/}. Celui-ci alimente certaines formes de pratiques qui fraient avec le terrorisme. Les activités de piraterie par exemple. Elles impactent une centaine de pays. Elles trouvent leur origine (du moins en partie) dans la diminution du plancton dans les eaux, consécutive au réchauffement. En raison de la baisse de la chaîne alimentaire marine, les pêcheurs sont amenés à se recycler et ils se recyclent alors volontiers dans la piraterie avec l'espoir d'amortir les dégâts du manque à pêcher^{15/}.

Guerres civiles, terrorisme et prolifération d'États défaillants ne peuvent pas raisonnablement être imputés au climat ; il n'en demeure pas moins que la militarisation accélère le dérèglement climatique. Si les militants écologistes l'ignorent souvent^{16/}, les galonnés dans les états-majors jamais !, pour paraphraser Samuel Huntington^{17/}. Les opérations guerrières (avec « *projection de forces* ») dégagent un maximum d'émissions. Chaque tonne de pétrole brûlé dégage près de 4 tonnes de CO²... Et il est regrettable pour ne pas dire scandaleux que nul au sein du Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat (GIEC) ou du Réseau Action Climat (RAC) n'ait pris le

^{14/} Le rapport *World in Transition - Climate Change as a Security Risk*, édité chez Earthscan en décembre 2007.

^{15/} Cf. Les calculs de Matthias Flüchiger et Markus Ludwig, de l'université de Bâle.

^{16/} Interrogé au sujet des activités militaires non mentionnées dans le Protocole de Kyoto, un militant de la fondation Nicolas Hulot répond : « Je ne pense pas que ce soit une priorité. On

peut faire plus contre le réchauffement climatique avec une action forte sur le logement par exemple », entretien dans le mensuel *Planète Paix* novembre-décembre 2009.

^{17/} « L'Occident a vaincu le monde non parce que ses idées, ses valeurs, sa religion étaient supérieures mais plutôt par sa supériorité à utiliser la violence organisée. Les Occidentaux l'oublient souvent, mais les non-Occidentaux jamais ».

peine de calculer l'empreinte carbone de ces activités, y compris les manœuvres qui relèvent des préparatifs de guerre ; alors même que l'aviation militaire représente un quart du transport aérien. On comprend en tout cas mieux pourquoi les responsables du Département d'État à Washington ont tout fait dans les négociations en vue du Protocole de Kyoto pour que les opérations militaires menées par les États-Unis dans le monde entier et celles auxquelles ils participeraient avec les Nations Unies (et l'OTAN) soient intégralement exemptées de toute obligation de mesure ou de réduction.

En raison de ces données sur l'interaction entre ressources-guerres civiles-faillites-terrorisme-crise climatique, on aurait pu supposer que le complexe militaro-industriel tente de freiner (en atténuant les effets qu'il provoque) le boom de l'extractivisme. Mais pas vraiment. Certes, certains redoutent la hausse du niveau de la mer qui pourrait inonder des bases militaires comme Diego Garcia dans l'océan Indien^{18/}. Toutefois, trop nombreux sont ceux qui se frottent les mains. Primo parce que le dérèglement climatique va entraîner un reformatage des puissances^{19/}, et va inéluctablement renforcer le rôle et le prestige des militaires, considérés comme les spécialistes du chaos. Secundo, parce que le réchauffement va offrir de nouveaux débouchés aux prédateurs d'hydrocarbures et de minerais du Grand Nord. Avec des schémas similaires à ceux qui perdurent sur le continent africain.

De l'Arctique à l'Antarctique

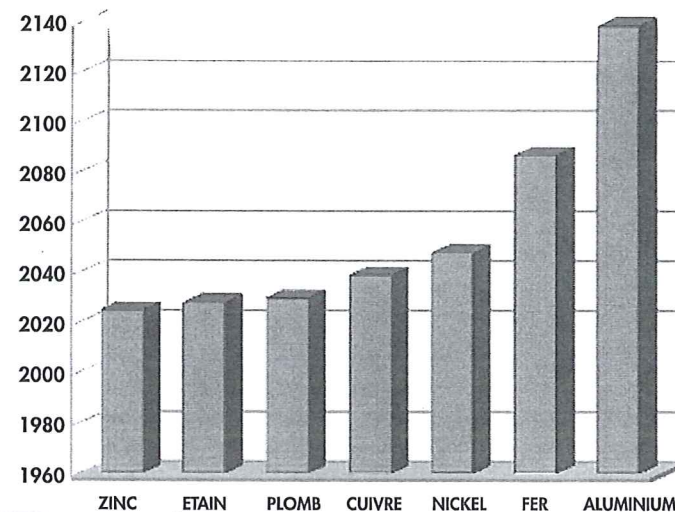
Qui dit nouvelles prospections dit nouveaux champs de bataille. En dehors de l'Afrique ? Probablement. La mise à sac du continent est déjà séquencée. Les extorsions sont planifiées avec des échéances autour de 2040. Au-delà ? En attendant les miracles détectés dans les fonds marins, certaines puissances rivalisent déjà pour faire main basse sur les ressources autour de l'Arctique en plein dégel. La Russie tout comme le Canada, le Groenland (bientôt indépendant), et les États-Unis ont des revendications territoriales. Quarante pour cent du trésor géologique autour de l'Arctique appartient à la seule Russie, et rien ne permet d'exclure que l'hémisphère Nord va connaître « une autre Guerre froide » qui, par la même occasion, va fragiliser l'écosystème du Grand Nord. Un scénario quasi identique, avec d'autres protagonistes se profile dans l'hémisphère Sud, en Antarctique. Ce continent de glace est régi

^{18/} Une île dont les habitants, le peuple Chagos, ont été évincés.

^{19/} « On peut s'attendre à des tensions supplémentaires car toutes les nations n'ont pas les

le rapport de Peter Schwartz et Doug Randall, « Le scénario d'un brusque changement de climat et ses implications pour la sécurité nationale des États-Unis », octobre 2003, rapport commandé par le Pentagone

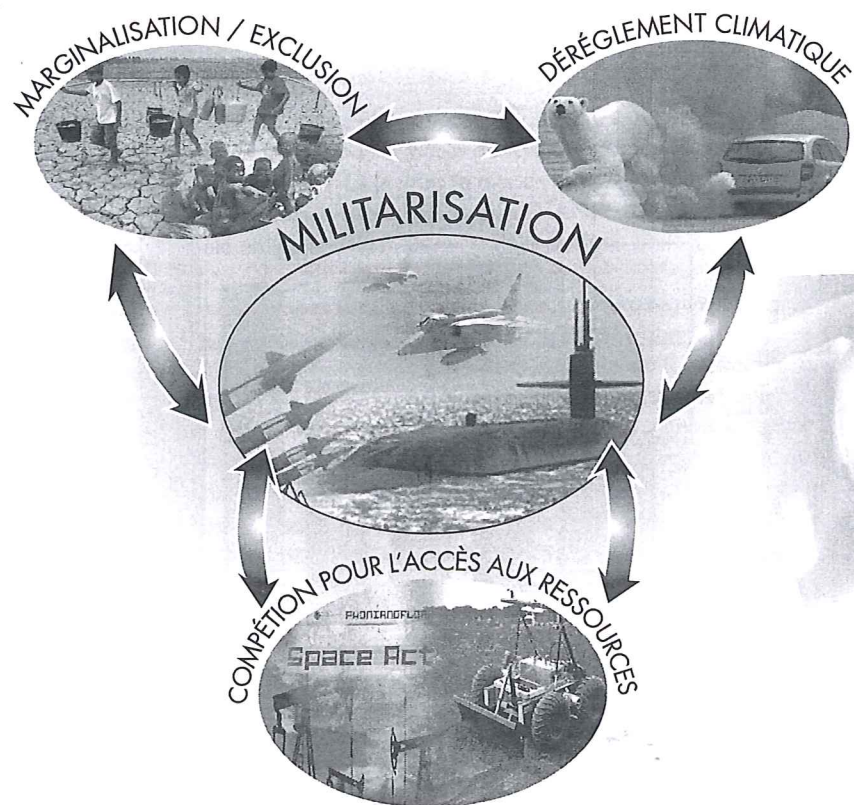
Date prévisible d'épuisement des stocks Étude ministère de l'Industrie



par un Traité (de 1959) qui interdit toute activité minière du sous-sol et de prospection pétrolière jusqu'en 2048. Mais les pilleurs, prédateurs et pyromanes sauront-ils patienter ?

Du fond des mers à l'espace extra-atmosphérique

Tandis que l'appât de ressources minérales sous-marines attire autant que celles qui sont extirpées de l'écorce terrestre, certaines instances de l'ONU déclarent œuvrer en faveur d'un code minier pour encadrer ces activités dans les eaux internationales. Elles risquent d'émettre des vœux pieux, à l'instar des recommandations relatives aux corps célestes (dont la Lune) considérés comme « patrimoine de l'humanité ». L'espace extra-atmosphérique confié à l'ONU dès 1967 sera bientôt la proie non seulement du Pentagone et de la NASA, mais aussi des entreprises capables d'aller s'approprier des richesses et terres rares dans les astéroïdes, à cause du Space Act que le président B. Obama a signé en 2015. Un mauvais présage qui vient nous rappeler que l'environnement et la sécurité – reconnus comme Biens Publics Mondiaux – risquent d'être de plus en plus transférés à la sphère marchande...



La militarisation des esprits

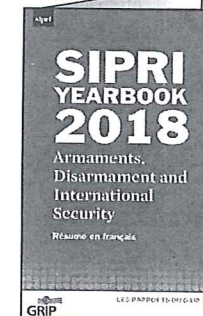
Notre époque semble imprégnée par la militarisation des esprits, une perversion qui dépasse la « culture de l'armement » décrite et dénoncée dans le rapport Brundtland en son temps^{20/}. Nous savons, et les experts le confirment, qu'il n'existe aucune solution militaire crédible à l'« insécurité de l'environnement ». Il est donc inutile d'envoyer des Rafale pour neutraliser le *global warning* ou bombarder des nappes aquifères. Inefficace de dispatcher des divisions blindées pour contrer l'avancée des déserts. Ridicule et hors de prix de tirer des missiles pour contrer l'élévation du niveau de la mer. Cependant, en dépit de ces évidences, nos élites cherchent encore à se prémunir contre le réchauffement par le biais du recours aux armes ! Cela ressemble étrangement aux efforts qui consistent à se protéger des excès de chaleur en faisant fonctionner la climatisation, donc en contribuant à accroître l'effet de serre ! Ou encore, dans la même veine,

^{20/} Cf. le chapitre 11 de *Notre Avenir à tous*, 1987 la « bible » du développement durable.

extraire envers et contre tous des minerais stratégiques pour accélérer la marche forcée vers la militarisation.

Sur l'échelle de Richter de l'indignation, des dangers les plus brûlants, la balance penche d'ordinaire en fonction de l'actualité. Mais la crise climatique, tout comme la marginalisation^{21/} et l'exclusion d'une partie des déshérités sont des facteurs démultiplicateurs de menaces inhérentes aux ravages pour l'accès aux ressources naturelles.

Au vu de la gravité de ces enjeux, le lecteur se demande sûrement s'il pourrait y avoir de meilleures concertations entre les principaux intéressés. Mais l'actualité n'offre pas de munitions à l'optimisme : lors de la dernière Conférence (annuelle) de Munich sur la sécurité, du 16 au 18 février 2018, « ONU Environnement » a organisé une table ronde intitulée « *Avant le déluge : l'environnement et la sécurité dans le monde moderne* ». Au menu des entretiens : « *examiner dans quelle mesure les mesures environnementales peuvent apporter des solutions aux problèmes de sécurité* ». La séance a réuni des représentants de gouvernements, des parlementaires, des représentants du secteur privé, des médias et... de la communauté militaire et du renseignement. Les représentants des ONG et des collectivités territoriales n'ont pas été conviés.



La sécurité environnementale au point mort

Certains lecteurs bienveillants s'attendent peut-être à des réformes institutionnelles, du côté de l'ONU, par le biais d'un Conseil de Sécurité Environnemental. La mise en place de cette instance avait d'ailleurs été préconisée dès le printemps 1989 dans l'entourage de Gorbatchev au moment de l'effondrement de l'empire soviétique. Mais ceci n'est pas à l'ordre du jour de la diplomatie internationale. La Russie, la Chine et l'Éthiopie considèrent que la question climatique ne devrait déjà pas figurer à l'agenda du Conseil de Sécurité, « *faute d'expertises concluantes sur des liens de corrélation entre climat et sécurité* » (?!). Quant aux dirigeants de la coalition des G77 (ex-non alignés), ils estiment dans leur majorité que la prise en compte de ces enjeux par l'ONU et notamment par les puissances occidentales diluerait leurs revendications et leurs droits par rapport à leurs ressources (?!). Cette ironie de l'histoire ne doit pas nous faire oublier que la sécurité n'a de sens que si elle tend à garantir la sécurité pour tous. ■

Paris, septembre 2018.

^{21/} Telle que définie par l'Oxford Research Group, c'est un processus d'exclusion politico-économique